

**Accord collectif régional**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE  
DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES  
(Seine-Maritime et Eure)  
(10 septembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 14 janvier 2011  
*Journal officiel* du 21 janvier 2011)

---

**AVENANT N° 1 DU 17 JANVIER 2014**

NOR : AGRS1497197M

Entre :

La chambre syndicale des exploitants forestiers, scieurs, industries connexes de Haute-Normandie ;

Le syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de l'Eure ;

Le syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs de Seine-Maritime,

D'une part, et

L'union professionnelle régionale de l'agroalimentaire CFDT de Haute-Normandie ;

L'UR des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Dans le cadre de la mise en conformité de l'accord régional du 10 septembre 2009 au décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012, à la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 et à l'avenant à l'accord national en date du 3 juillet 2013, les organisations professionnelles et syndicales de salariés ont décidé de mettre en conformité la catégorie objective assurée, les conditions de maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail et d'instaurer le dispositif de portabilité.

Dans ce contexte et au vu des résultats du régime, les organisations signataires ont également décidé de réviser les cotisations.

En conséquence, l'accord régional du 10 septembre 2009 est modifié comme suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Les dispositions du préambule sont remplacées par les dispositions suivantes.

- « Le présent accord s'applique sur les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure :
- aux salariés relevant du champ d'application de l'accord régional du 10 septembre 2009 sur une prévoyance complémentaire en agriculture pour les salariés des exploitations forestières des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure ;
  - aux employeurs des exploitations forestières relevant du champ d'application de la convention précitée des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure. »

## **Article 2**

### *Salariés bénéficiaires*

Il est inséré avant le point « Garantie incapacité » un point « Salariés bénéficiaires » rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié, quelle que soit leur ancienneté pour les garanties "décès" et ayant 6 mois d'ancienneté et plus dans l'entreprise pour les garanties "arrêt de travail", relevant du champ d'application du présent accord.

L'ancienneté, lorsqu'elle est requise, est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert ladite ancienneté. »

## **Article 3**

### *Garanties*

Le 5<sup>e</sup> paragraphe du point 5 « Garantie invalidité » est modifié comme suit :

« Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci ne compte pas 12 mois de présence dans l'entreprise.

Le cas échéant, les éléments variables de la rémunération sont intégrés dans le calcul de la moyenne mensuelle sur la base de 1/12 de leur montant. »

Les autres dispositions du point « Garantie invalidité » sont inchangées.

Les dispositions du point « Garantie décès » sont complétées comme suit :

« Concernant les salariés en activité, le salaire de référence servant au calcul des prestations décès est le salaire perçu au titre des 4 trimestres civils précédents.

Concernant les salariés en arrêt de travail ou à mi-temps thérapeutique, le salaire de référence servant au calcul des prestations décès est le salaire perçu au titre des 4 trimestres civils précédents, revalorisé entre la date de l'arrêt de travail et celle du décès.

Si le salarié ne compte pas 12 mois de présence à la date de l'événement couvert, le salaire est reconstitué à partir de la moyenne mensuelle des salaires perçus multipliée par 12. Le cas échéant, les éléments variables de rémunération sont intégrés dans le calcul de la moyenne mensuelle sur la base de 1/12 de leur montant. »

Les autres dispositions du point « Garantie décès » sont inchangées.

## **Article 4**

### *Cotisations*

La domiciliation de l'organisme assureur est modifiée et remplacée comme suit :

« CRIA Prévoyance, 139-147, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92240 Malakoff », en lieu et place de « CRIA Prévoyance, 51, rue de Paris, BP 85, 92105 Boulogne-Billancourt Cedex ».

## Répartition des taux

Les dispositions du point « Cotisation » sont modifiées comme suit en ses 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> paragraphes :

### « 2. Répartition des taux

Le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies est de 0,84 %, à raison de 0,50 % pour les employeurs et de 0,34 % pour les salariés.

La fraction de cotisation destinée à la couverture :

- d'une part, de la garantie résultant de l'extension à l'agriculture de l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977 relatif à la mensualisation en cas de maladie ;
- d'autre part, de l'intégralité des risques accident du travail au titre de la mensualisation, est à la charge exclusive de l'employeur.

### 3. Tableau récapitulatif

(En pourcentage.)

| GARANTIE                   | PART PATRONALE | PART SALARIALE | TOTAL |
|----------------------------|----------------|----------------|-------|
| Maintien de salaire        | 0,42           | –              | 0,42  |
| Relais maintien de salaire | –              | 0,16           | 0,16  |
| Invalidité                 | 0,06           | 0,06           | 0,12  |
| Décès                      | 0,02           | 0,12           | 0,14  |
| Total                      | 0,50           | 0,34           | 0,84  |

Ces pourcentages sont applicables pour l'année 2014, sauf en cas de modification des dispositions législatives ou de la réglementation de la sécurité sociale.

Les cotisations peuvent évoluer au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année en fonction des résultats du régime ou des évolutions législatives et réglementaires, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois et après consultation des partenaires sociaux. »

## Article 5

### *Suspension du contrat de travail*

Il est inséré après le point « Cotisation » un nouveau point rédigé comme suit :

#### « Suspension du contrat de travail

##### Suspension du contrat de travail pour un motif non lié à une maladie ou à un accident

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au maintien de tout ou partie du salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime pour une autre cause que l'arrêt de travail pour maladie, maternité, accident, les garanties sont suspendues.

La suspension des garanties intervient à la date de cessation de l'activité professionnelle et s'achève dès la reprise effective du travail par l'intéressé au sein de l'effectif assuré, sous réserve que l'institution en soit informée dans un délai de 3 mois suivant la reprise.

A défaut, la garantie ne prendra effet qu'à compter de la réception par l'institution de la déclaration de l'adhérent.

Pendant la période de suspension des garanties, aucune cotisation n'est due au titre du salarié concerné.

En cas de suspension du contrat de travail donnant lieu :

- soit à un maintien total ou partiel du salaire ;

- soit au versement d’indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l’employeur, qu’elles soient versées directement par celui-ci ou pour son compte par l’intermédiaire d’un tiers,

le bénéfice des garanties est maintenu au salarié.

Les cotisations sont dues en totalité (part patronale et part salariale) pendant toute la période de la suspension du contrat de travail indemnisée.

Suspension du contrat de travail pour maladie,  
accident (toutes origines) ou pour maternité

En cas d’arrêt de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité donnant lieu :

- soit au maintien total ou partiel du salaire ;
- soit au versement d’indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l’employeur, qu’elles soient versées directement par celui-ci ou pour son compte par l’intermédiaire d’un tiers,

et intervenant après la date d’affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d’incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois civil complet d’absence.

Si la suspension est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou sur le complément de salaire versé par l’employeur. »

## **Article 6**

### *Portabilité*

Il est inséré après le point « Suspension du contrat de travail » un nouveau point rédigé comme suit :

#### « Portabilité

Les salariés bénéficient, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015, du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d’assurance chômage selon les conditions suivantes :

- le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d’indemnisation de l’assurance chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu’ils sont consécutifs chez un même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;
- le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;
- les garanties maintenues sont celles en vigueur dans l’entreprise ;
- le maintien des garanties ne peut conduire l’ancien salarié à percevoir des indemnités d’un montant supérieur à celui des allocations chômage qu’il aurait perçues au titre de la même période ;
- l’ancien salarié justifie auprès de l’organisme assureur, à l’ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article, en fournissant également les justificatifs mentionnés ci-après ;
- l’employeur signale le maintien des garanties dans le certificat de travail et informe l’organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

Pour bénéficier du maintien, le salarié doit fournir l’ensemble des justificatifs qui lui sont demandés par l’organisme assureur, et notamment le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations sont dues. »

## **Article 7**

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014, à l'exception des dispositions relatives à la portabilité dont la prise d'effet est fixée au 1<sup>er</sup> juin 2015.

## **Article 8**

### *Dépôt et extension*

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Rouen, le 17 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)